

Indonésie

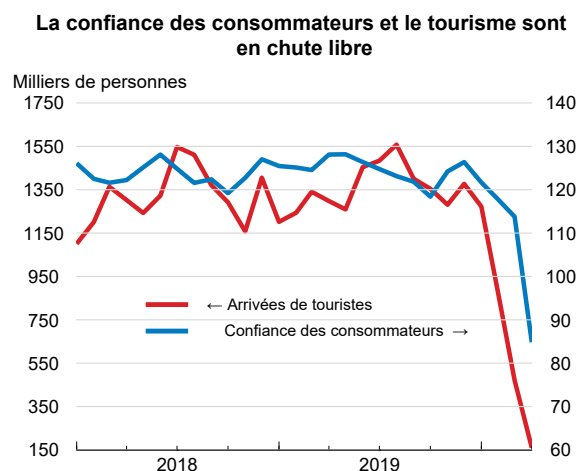
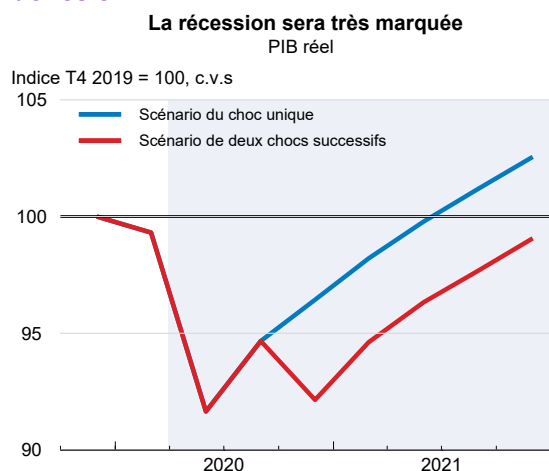
Suite à l'épidémie de COVID-19 le PIB devrait se contracter en 2020, pour la première fois depuis la crise asiatique de 1997, à hauteur de 2.8 % ou de 3.9 % en fonction du scénario. La reprise sera modérée, les pertes d'emplois et de revenu freinant la consommation privée, et fin 2021, le PIB devrait être inférieur de 8 % à 10 % à son niveau tendanciel d'avant la crise, selon qu'une deuxième vague mondiale de contamination se produira ou non avant la fin de l'année 2020. Les conséquences socio-économiques de la récession seront graves, notamment pour les classes moyennes inférieures, qui risquent fortement de retomber dans la pauvreté.

La récession due au COVID-19 met au jour certaines lacunes dans les programmes mis en œuvre pour apporter une assistance aux personnes vulnérables. Le doublement des ressources consacrées au nouveau programmes de carte d'accompagnement vers l'emploi et sa réorientation vers les personnes licenciées et les travailleurs en chômage technique ont représenté une solution rapide, mais ils ne peuvent se substituer à l'introduction progressive d'un dispositif d'assurance chômage dûment capitalisé. La priorité devrait aussi consister à relancer les investissements en infrastructures, tout en veillant à la pérennité sociale et environnementale de la relance.

La propagation de la maladie a été rapide

La pandémie a atteint officiellement l'Indonésie début mars, le premier cas importé ayant été signalé le 2. Le 9 avril, elle s'était propagée à l'ensemble des provinces, celles de Jakarta, de Java occidental et de Java oriental étant les plus touchées. L'assurance maladie couvre plus de 80 % de la population, mais des pénuries demeurent en termes d'infrastructures sanitaires, de matériel médical et de professionnels de santé, en particulier dans les zones rurales. La concentration des ressources consacrées à la pandémie de COVID-19 risque d'aggraver la vulnérabilité à d'autres pathologies endémiques de l'Indonésie, comme la dengue. En outre, les problèmes de coordination entre les autorités locales et centrales compliquent la réponse des pouvoirs publics à l'urgence sanitaire.

Indonésie 1



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et base de données CEIC.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139518>

Indonésie : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Indonésie: scénario de deux chocs successifs	Prix courants trillions de IDR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	12 401.7	5.1	5.2	5.0	-3.9	2.6
Consommation privée	7 171.5	5.0	5.1	5.2	-4.4	2.7
Consommation publique	1 181.6	2.1	4.8	3.2	8.8	7.3
Formation brute de capital fixe	4 040.2	6.2	6.6	4.4	-5.9	0.3
Demande intérieure finale	12 393.3	5.1	5.6	4.8	-3.8	2.3
Variation des stocks ¹	- 85.4	-0.2	0.7	-1.0	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	12 307.9	4.8	6.2	3.6	-4.1	2.3
Exportations de biens et services	2 367.4	8.9	6.5	-0.9	-7.4	2.1
Importations de biens et services	2 273.5	8.1	11.9	-7.7	-9.1	0.2
Exportations nettes ¹	93.8	0.3	-0.9	1.4	0.1	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	3.8	1.6	1.1	2.6
Indice des prix à la consommation	—	3.8	3.2	3.0	2.4	2.7
Déflateur de la consommation privée	—	3.4	3.3	3.2	2.9	3.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.9	-2.2	-1.9	-6.9	-5.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.6	-3.0	-2.7	-2.7	-2.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

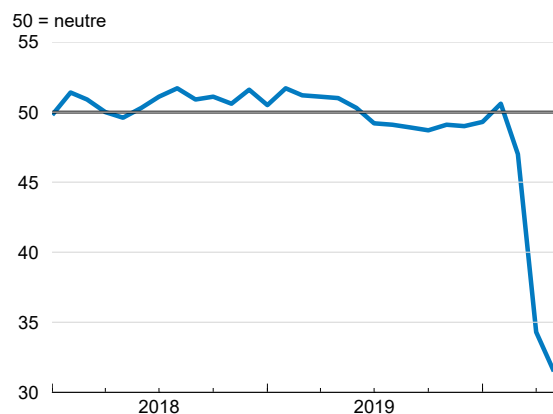
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138017>

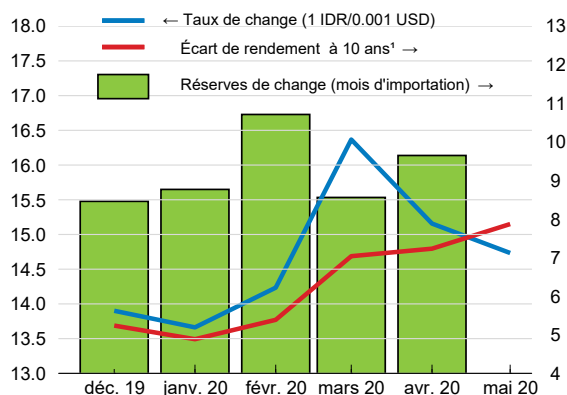
Les mesures prises à l'échelle nationale pour enrayer la propagation du virus ont été relativement timides, notamment par comparaison avec le reste de l'Asie de l'Est. L'accent a été mis sur la distanciation, la fermeture des écoles, le télétravail et les restrictions des voyages internationaux. Alors que le nombre de personnes contaminées progressait, des mesures plus strictes ont été introduites à la mi-avril : ainsi un confinement partiel a été instauré à Jakarta et dans d'autres grandes villes, et le COVID-19 a été qualifié de catastrophe nationale, le *mudik* (exode) annuel de l'Idul Fitri qui marque la fin du Ramadan a été interdit et les déplacements interurbains ont été suspendus. Le classement du COVID-19 parmi les situations d'urgence devait permettre d'accélérer l'adoption de mesures administratives.

Indonésie 2

Les perspectives d'emploi sont de plus en plus incertaines
PMI manufacturier - sous-indice de l'emploi



Les évolutions sur les marchés financiers révèlent des fragilités structurelles



1. Différence des obligations indonésiennes à 10 ans par rapport aux obligations américaines.

Source: Markit; Refinitiv; et base de données CEIC.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139537>

Indonésie : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de IDR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Indonésie: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	12 401.7	5.1	5.2	5.0	-2.8	5.2
Consommation privée	7 171.5	5.0	5.1	5.2	-3.1	5.3
Consommation publique	1 181.6	2.1	4.8	3.2	8.5	6.3
Formation brute de capital fixe	4 040.2	6.2	6.6	4.4	-4.6	4.2
Demande intérieure finale	12 393.3	5.1	5.6	4.8	-2.7	5.0
Variation des stocks ¹	- 85.4	-0.2	0.7	-1.0	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	12 307.9	4.8	6.2	3.6	-3.0	4.9
Exportations de biens et services	2 367.4	8.9	6.5	-0.9	-5.9	5.8
Importations de biens et services	2 273.5	8.1	11.9	-7.7	-7.4	4.7
Exportations nettes ¹	93.8	0.3	-0.9	1.4	0.1	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	3.8	1.6	1.2	2.8
Indice des prix à la consommation	—	3.8	3.2	3.0	2.5	2.8
Déflateur de la consommation privée	—	3.4	3.3	3.2	3.0	3.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.9	-2.2	-1.9	-6.7	-5.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.6	-3.0	-2.7	-2.8	-2.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138036>

La situation économique s'est nettement détériorée

Le PIB s'est contracté au premier trimestre 2020, en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement des ménages. Malgré une baisse des prix des produits de base, le commerce extérieur a enregistré un excédent, les exportateurs indonésiens du secteur manufacturier ayant saisi les opportunités créées par le confinement en Chine. Depuis la mi-mars, la confiance des consommateurs, les ventes de voitures neuves et l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier se sont tous inscrits en repli, tandis que l'inflation mesurée par l'IPC ralentissait. Lorsque les mesures d'endiguement sont entrées en vigueur, l'impact du COVID-19, initialement circonscrit au secteur du tourisme, s'est étendu au commerce de détail et au secteur manufacturier. Le nombre de touristes étrangers, en particulier, a fortement chuté en mars-avril à la suite de la suspension des services de transport aérien et devrait plonger encore plus bas jusqu'au milieu de l'année au moins. Les grands projets d'investissement ont été suspendus. Dans un contexte d'essoufflement de l'activité économique, le marché du travail, a perdu de la vigueur, comme en témoignent le nombre de nouvelles adhésions au système de sécurité sociale et les indicateurs de l'emploi dans le secteur manufacturier. Les travailleurs informels, qui représentent plus des deux tiers de la population active et qui ne peuvent pas se permettre de respecter les recommandations leur enjoignant de rester chez eux, car leur vie dépend de leur capacité de s'assurer un revenu quotidien, ont été particulièrement touchés.

La réponse des pouvoirs publics a été rapide et substantielle

Le plafond constitutionnel du déficit budgétaire fixé à 3 % du PIB a été suspendu jusqu'en 2023 et un plan de relance économique d'une valeur de 405 100 milliards IDR (27.5 milliards USD) a été annoncé fin mars. Les ressources d'urgence sont destinées à renforcer le secteur de la santé (achat de matériel médical et incitations en faveur du personnel médical) et à soutenir les particuliers et les entreprises les plus

vulnérables. Les actions spécifiques ont consisté à réorienter le programme de carte d'accompagnement à l'emploi pour aider les travailleurs licenciés, à reporter le paiement des impôts, à faciliter la restructuration du crédit des PME, à accélérer les remboursements de TVA et à réduire le taux de l'impôt sur les sociétés de 3 points de pourcentage. De plus, la détérioration de la situation financière et opérationnelle a entraîné l'adoption du Programme national de reprise économique, qui prévoit de nouveaux apports de capitaux en faveur de certaines entreprises publiques, afin de les empêcher de manquer à leurs obligations en matière de dette. La Banque d'Indonésie a ramené son taux directeur de 5 % à 4.5 %, commencé à racheter, en dernier recours, des titres d'État sur le marché primaire pour préserver la stabilité du système financier, assoupli sa politique macroprudentielle pour lutter contre les évolutions défavorables et stimulé la masse monétaire en dollars par des accords d'échange de devises bilatéraux avec d'autres banques centrales. L'Autorité publique des services financiers a publié une réglementation afin de faciliter les restructurations financières.

Grâce aux mesures de relance, le gouvernement entend atténuer le ralentissement de l'activité économique et soutenir les personnes dans le besoin, tout en préservant sa crédibilité durement acquise auprès des investisseurs internationaux. Les ressources budgétaires seront allouées en priorité aux 10 millions de familles bénéficiant du programme Espoir pour les familles (Keluarga Harapan) et aux 20 millions de familles faisant partie du programme concernant les aliments de base (Rastra), se concentrant ainsi sur la sécurité alimentaire et l'engrenage de la pauvreté. Le risque existe, toutefois, de passer à côté des catégories vulnérables dans les métropoles, comme les travailleurs indépendants et les propriétaires de micro- et de petites entreprises, ainsi que les travailleurs itinérants du secteur informel qui ne possèdent pas de carte d'identité nationale. Les mesures prises par les autorités monétaires et financières ont soutenu le prix des actifs, stabilisé la monnaie et contribué à la réussite du placement de la première émission obligataire mondiale, qui comprenait la tranche d'obligations en dollars assorties de la plus longue échéance jamais émises en Asie. Toutefois, les réserves de change ont fluctué et la détérioration de la confiance des investisseurs dans les économies émergentes demeure un obstacle.

Le chemin de la reprise sera malaisé

Après une forte contraction du PIB au deuxième trimestre et une montée du chômage, la reprise devrait s'amorcer au troisième trimestre, lorsque les autorités lèveront les mesures de distanciation et que la confiance des consommateurs reviendra lentement. Dans les deux scénarios, le PIB devrait reculer en 2020 puis se redresser quelque peu conformément aux évolutions intervenant au niveau mondial, mais en enregistrant une perte substantielle par rapport à la tendance antérieure à la crise. Le déficit budgétaire devrait être multiplié par plus de deux en 2020 mais se réduire lentement en 2021, lorsqu'une partie des mesures de soutien exceptionnelles seront progressivement supprimées. L'économie demeurant atone, l'inflation restera maîtrisée, même si certaines tensions sur les prix alimentaires pourraient découler des perturbations de la filière agricole nationale et des contrôles des exportations dans les pays producteurs. Dans le scénario de deux chocs successifs, le taux directeur devrait être de nouveau abaissé.

Pendant la période de prévision, l'Indonésie sera confrontée à un ensemble de risques communs à l'ensemble des économies de marché émergentes, comme la montée du protectionnisme et de l'aversion au risque, la fuite vers la qualité et les renversements soudains des flux de capitaux, ainsi qu'à d'autres risques propres au pays lui-même. Parmi ces derniers figure un risque majeur de résurgence de l'épidémie au deuxième semestre de l'année, et donc de rétablissement de mesures d'endiguement. Si le rebond du marché du travail est moins marqué et plus lent que ce qui est attendu, l'augmentation du chômage pourrait peser sur la demande intérieure et retarder la reprise. Le tourisme pourrait souffrir davantage et plus longtemps que prévu en raison de la violence du choc. En outre, l'endettement du secteur public ayant progressé à un rythme soutenu ces dernières années, notamment en devises, les sociétés non financières et les banques sont fortement exposées à toute détérioration de la situation sur les marchés financiers. Pour ce qui est des risques à la hausse, les mesures d'urgence prises dans le domaine social pourraient être plus efficaces que prévu et la consommation privée renouer plus rapidement avec sa croissance

tendancielle. De même, les mesures visant à soutenir les liquidités pourraient se traduire par un raffermissement de l'investissement et de la demande de biens de consommation durables. Le prix des produits de base pourrait aussi connaître un rebond plus rapide et plus large.

Les pouvoirs publics devraient faire face à l'urgence et maintenir le rythme des réformes

L'ampleur sans précédent de la relance budgétaire est appropriée pour soutenir l'économie et devrait être maintenue aussi longtemps que nécessaire, et s'accompagner de mesures complémentaires afin de contrôler l'utilisation des ressources publiques, notamment dans le cadre du renflouement des entreprises publiques, et d'éviter qu'elles ne soient allouées de façon inefficace. Les dépenses devraient être essentiellement consacrées à une meilleure préparation du système de santé à faire face à de futures pandémies en termes de lits d'hôpitaux, de kits de test, de personnel, de médicaments et de procédures médicales appropriées. Des ressources adéquates devraient également être mobilisées pour collecter des données de qualité sur les bénéficiaires potentiels de l'aide alimentaire et des transferts en numéraire, notamment dans les départements et municipalités périphériques. La crise met également en évidence la nécessité de renforcer les programmes existants pour aider les plus vulnérables au sein de la société, dont les chômeurs et les travailleurs informels qui risquent de sombrer dans la pauvreté. Le redéploiement des ressources allouées aux nouvelles cartes d'accompagnement vers l'emploi afin d'aider les personnes licenciées et les travailleurs en chômage technique a constitué une solution rapide, mais qui, à moyen terme, ne saurait se substituer à l'introduction d'un régime d'assurance chômage dûment capitalisé. La situation d'urgence liée à la pandémie ne doit pas éclipser les objectifs à long terme qui sont d'éradiquer la pauvreté et d'échapper au piège du revenu intermédiaire grâce à une croissance inclusive. Le Parlement examine actuellement deux projets de loi de première importance portant diverses dispositions relatives à la création d'emplois et à la fiscalité qui, à moyen terme faciliteraient l'investissement, la croissance de la productivité et le développement durable. Leur approbation enverrait un signal fort sur la volonté de maintenir le rythme de la réforme de la réglementation et des réformes sociales, même dans des conditions très défavorables.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Indonésie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/51c1ecf3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.